

Benjamin Stora, *La guerre invisible, Algérie, années 90*, Presses de Sciences Po, 2001, 126 p., 75 F

Jean Weydert

DANS **REVUE PROJET** 2001/2 n° 266 , PAGES 109] À 119]

ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.266.0109j

Date de mise en ligne : 01/03/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2001-2-page-109j?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [Cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Revue des livres

Sociologie

Guy ROUSTANG *et al.*

Vers un nouveau contrat social

Desclée de Brouwer, coll. Sociologie économique, 5^e éd., 2000, 190 p., 120 F.

Tous impliqués dans la réflexion sur les rapports entre économie et transformations sociales, les auteurs de ce livre, Bernard Eme, Jean-Louis Laville, Daniel Mothé, Bernard Perret et Guy Roustang appellent de leurs vœux un nouveau contrat de société. L'essor d'une économie plurielle (attention aux risques de créer des ghettos), la valorisation du bénévolat (mise en place d'un contrat de bénévolat), l'élaboration d'un discours politique renouvelé prenant en compte de nouveaux indicateurs figurent parmi les traits caractéristiques de ce nouveau contrat. S'il reste à déterminer dans quelle mesure le citoyen serait disposé à accepter une telle évolution, le fait que l'ouvrage en soit à sa cinquième édition indique déjà l'écho qu'il reçoit auprès d'un vaste lectorat. Même si l'une ou l'autre analyse paraît fortement marquée par le climat de la première édition en 1996, les auteurs livrent dans ces pages une réflexion qui n'a pas perdu de son actualité.

Antoine Kerhuel

Michel WIEVIORKA

La différence

Balland, 2001, 202 p., 98 F.

Fournir des éléments d'analyse sociologique en vue d'éclairer le débat passablement confus qui se développe aujourd'hui, particulièrement en France, autour des questions d'identité, de différence, de particularismes culturels, tel est l'objet de ce livre. Michel Wieviorka qui étudie ces questions depuis longtemps est bien placé pour nous en parler. Dans une première

section de l'ouvrage, il s'applique à bien distinguer les apports propres des différentes parties prenantes au débat : la sociologie, qui permet d'identifier les acteurs, leurs modes de fonctionnement et les problèmes qu'ils entraînent dans la vie sociale ; la philosophie, qui s'efforce de promouvoir, par la raison et la morale, des orientations correspondant au juste ou au bien ; la politique, qui assure la transcription pratique de ces orientations philosophiques par des méthodes et des moyens institutionnels appropriés. La seconde partie du livre est consacrée à l'analyse de la différence, sa production et sa reproduction, ses trois composantes (l'identité collective, l'individu et le sujet), son rapport à la culture et à la mémoire. Contrairement aux idées courantes, selon lesquelles les différences culturelles sont des vestiges du passé condamnés à disparaître ou au contraire sont destinées à rester juxtaposées les unes aux autres, l'auteur démontre que la modernité produit à la fois de l'universel et des différences. Il faut apprendre à penser et à gérer les deux ensemble.

Jean Weydert

Dominique MÉDA

Le temps des femmes, pour un nouveau partage des rôles

Flammarion, Essais, 2001, 200 p., 89 F.

Dominique Méda, auteur de deux excellents ouvrages sur le travail et sur la richesse, attaque aujourd'hui la question du rôle des femmes dans la société. Elle se demande d'abord pourquoi les femmes, qui exercent de plus en plus d'emplois salariés, qui sont désormais plus diplômées que les hommes et tout aussi compétentes qu'eux sont pourtant moins bien rémunérées et occupent peu de postes élevés dans la hiérarchie professionnelle. Elle répond en élargissant la question. Nos structures sociales, nos conceptions en matière de

partage des rôles, mais aussi l'organisation du travail dans les entreprises n'ont pas suivi l'évolution de la société. La situation des femmes, surtout de celles qui ont des enfants, appelle de profonds changements des mentalités et des institutions. Il faut admettre que les tâches parentales et les tâches domestiques incombent également aux deux sexes, que tous, femmes et hommes, ont le droit d'avoir du temps pour leur travail, pour leurs enfants, pour leur conjoint, pour eux-mêmes. La chose est possible à condition que les entreprises et les pouvoirs publics le veuillent. Cela commence à se faire dans les pays du Nord. L'Europe nous y pousse. A l'heure de la parité, le contexte est plus favorable en France qu'il n'était hier. Il est grand temps, conclut l'auteur, de porter le débat sur la place publique, grand temps que les entreprises s'engagent, grand temps pour les hommes d'évoluer.

Jean Weydert

Evelyne SULLEROT

La crise de la famille

Pluriel, Hachette Littératures, 2000, 306 p., 55 F.

On connaît Evelyne Sullerot pour son engagement résolu en faveur du soutien politique de la famille. Dans la réédition de cet ouvrage, rien de neuf sinon un plaidoyer vibrant contre la politique familiale des années 90 jusqu'à l'adoption parlementaire du Pacs. Dans la logique de son argumentation, l'auteur continue d'allier le double souci de la vie des femmes au natalisme. Elle refuse de voir dans les résistances des débats politiques récents autre chose que le reflet d'une situation conjoncturelle, l'impact des lobbies individualistes et la volonté d'écarter, au moins temporairement, les associations familiales de la scène publique. Cette analyse me semble méconnaître une relecture du fait familial et démographique dans la longue durée. Le grand mouvement familial de l'après-guerre faisait suite à un long siècle de recul de la famille. La synthèse idéologique dans laquelle s'inscrivait le natalisme avait de la force car elle cristallisait une vision de la société de demain dans laquelle la famille, l'économie et la politique se trouvaient

liées dans un destin commun. La mondialisation et la critique individualiste ont mis à mal cet ensemble, que quelques mesures politiques ne pourront pas ravaler.

Pierre Martinot-Lagarde

Jacques CAPDEVIELLE

Modernité du corporatisme

Presses de Sciences Po, 2001, 186 p., 110 F.

Le réveil d'identités qui se sentent menacées est aujourd'hui à la base d'importants mouvements sociaux. Ainsi s'expliquent, par exemple, l'émergence de « coordinations » ou le conflit de 1995, ou les manifestations anti-mondialistes de Seattle ou, plus récemment, de Québec lors du sommet des Amériques. En ce sens, le corporatisme est d'actualité. Mais que recouvre-t-il exactement ? L'auteur le définit comme un phénomène social qui consiste en ce qu'un groupe humain se structure et agit en référence à une culture de métier perçue comme source de reconnaissance et d'identification. Il voit dans l'exacerbation des identités et des intérêts particuliers aujourd'hui, comme dans la nouvelle attention accordée aux droits de l'homme, le revers d'une citoyenneté universelle dont chacun sent le besoin, mais qui, faute d'expressions institutionnelles appropriées, reste du domaine du vœu pieux.

Louis Levallon

Dominique ANDOLFATTO

Dominique LABBÉ

Sociologie des syndicats

La Découverte, coll. Repères, 2000, 128 p., 49 F.

Les auteurs nous proposent ici en quelques pages une analyse sociologique et historique de la vie syndicale française contemporaine. Ils traitent des deux grandes traditions syndicales issues, l'une du mouvement ouvrier et l'autre du catholicisme social. Ils situent entre ces deux traditions le syndicalisme catégoriel. La mise en perspective historique vient éclairer les évolutions récentes : l'essor des « coordi-

nations », les incertitudes sur la négociation collective, la crise du paritarisme, etc. Cet excellent petit livre offre une bien utile (et accessible) introduction aux bouleversements actuels du champ syndical français.

Louis Levallon

Michel GOUSSOT

Les grandes villes américaines

Armand Colin, Coll. U, 2000, 192 p., 115 F.

Ce livre étudie les métropoles américaines dont la dimension est multiple, à la fois locale, régionale, nationale et mondiale. Il présente leur évolution et analyse leur organisation. Il fait appel à la démographie, à la sociologie, notamment à l'école de Chicago, à l'architecture, à l'urbanisme. Des études de cas accompagnées de schémas et de graphiques portent sur New York, Los Angeles, Chicago et nombre d'autres villes. Le positif et le négatif sont mis en lumière, les ressemblances et les dissemblances par rapport aux villes européennes sont soulignées. Un utile ouvrage de géographie humaine.

Michel Taillefer

Politique

Jean FABER

Les indésirables.

L'intégration à la française.

Grasset, 2000, 270 p., 125 F.

Sous ce pseudonyme, un haut fonctionnaire qui fut à la tête d'un organisme chargé, entre autres, de l'intégration des immigrés dénonce l'incohérence des actions menées en la matière dans notre pays et propose les éléments d'une autre politique. Sa critique porte principalement sur le fait que les gouvernements successifs ont seulement eu le souci de traiter les flux migratoires en fonction des besoins de l'économie française, soit en ouvrant les

frontières, soit en les fermant, mais ont négligé de prendre des mesures de nature à favoriser l'intégration des immigrés dans la société. Les valeurs républicaines ont été invoquées mais non appliquées à l'égard des nouveaux venus. Une conception légaliste, voire pénale, de l'intégration a prévalu. L'action en faveur des immigrés, non pensée politiquement, s'est trouvée dépourvue de moyens. Les insuffisances de l'Etat ont nui au travail des associations. L'antiracisme a trop souvent servi d'alibi au manque d'action concrète et positive. L'auteur estime que doit être définie une vraie politique visant à l'accueil des immigrés et mettant en jeu les dynamiques sociales. Il propose de renouveler l'action publique, de restaurer la relation entre l'Etat et les associations, de créer un ministère de l'Intégration, de clarifier les compétences des collectivités locales. On pourra discuter tel ou tel aspect des propositions avancées, mais l'auteur a bien vu et analysé les changements nécessaires à opérer.

Michel Taillefer

Jean-Marc FERRY et Justine LACROIX

La pensée politique contemporaine

Bruylant, Bruxelles, 2000, 434 p., 225 F.

On assiste depuis plusieurs années à une renaissance de la philosophie politique qui conduit à dépasser l'opposition entre un individualisme radical, souvent jugé comme seul moderne, et une approche communautaire, considérée comme archaïque. N'est-on pas amené, à la suite d'Isaiah Berlin, à distinguer deux formes de liberté moderne ? La liberté négative met en avant les droits de l'individu dans un système de libertés individuelles égales pour tous. La liberté positive résulte de l'ensemble des actions réciproques et des pratiques coopératives possibles à l'intérieur d'une communauté d'individus. L'accent est mis, d'un côté, sur la justice et les droits de l'homme, de l'autre, sur la recherche de la vie bonne. J.-M. Ferry et J. Lacroix portent d'abord leur attention sur le débat nord-américain entre John Rawls, représentant de l'approche individualiste et les « communautariens », Michaël Sandel, Michaël Walzer et Charles Taylor. Les critiques de

ces derniers pointent vers un malaise de la modernité dû essentiellement au désenchantement du monde, à la prévalence de la raison instrumentale et à la montée d'un individualisme possessif. La deuxième partie du livre enchaîne sur la crise de la modernité telle que l'ont analysée Sigmund Freud, Max Weber, Karl Marx et Jürgen Habermas. Suit une considération intermédiaire sur l'arrière plan théologique de l'imaginaire politique moderne, qui suggère une articulation possible entre la souveraineté populaire et la représentation. La troisième partie du livre est consacrée aux fondements philosophiques de la pensée politique contemporaine, illustrés par l'analyse d'auteurs tels que Kant, Hegel, Tocqueville et Stuart Mill. En conclusion sont évoqués trois modèles de démocratie : le modèle contractualiste, le modèle individualiste libéral, le modèle criticiste. C'est à ce dernier, particulièrement représenté par les écoles de Vienne et de Francfort, que vont les préférences des auteurs, parce que, à la différence du premier, trop subjectif (volonté générale), et du second, trop objectif (ordre naturel du marché), il a son fondement dans la force universalisante des arguments publiquement échangés. Sans nécessairement partager cette préférence, on appréciera la remarquable mise en lumière des grands courants de la pensée politique contemporaine et de leur interaction.

Michel Taillefer

Benjamin STORA

La guerre invisible, Algérie, années 90
Presses de Sciences Po, 2001, 126 p.,
75 F.

Comment parler du conflit qui a secoué l'Algérie tout au long des années 90, faisant plus de 100 000 morts ? Pour l'auteur, il s'agit bien d'une guerre, même si les autorités algériennes se refusent à le reconnaître. Mais ce n'est pas une guerre comme les autres. Elle est invisible parce qu'on tente de la dissimuler aux regards, mais aussi parce que les acteurs qui s'affrontent féroce­ment ne se laissent pas identifier. Lorsque le voile se lève apparaissent des scènes d'une violence insoutenable, échappant à toute explication cohérente. Le

rapprochement souvent fait avec la « première » guerre d'Algérie, celle de l'indépendance, peut éclairer certains aspects du présent drame mais en occulte d'autres. Une relative « normalisation politique » semble aujourd'hui s'amorcer dans le pays, mais la fin de la tragédie ne peut être prononcée. Le livre de B. Stora montre bien la difficulté de déchiffrer le conflit.

Jean Weydert

Guy HERMET

**Les populismes dans le monde,
une histoire sociologique, XIX^e-XX^e siècles**
Fayard, coll. L'espace politique, 480 p.,
170 F.

Cet excellent ouvrage d'histoire et de sociologie politiques vient éclairer un phénomène souvent abordé de manière trop passionnel et dans une certaine confusion des idées. Il faut dire que le phénomène est inquiétant et qu'il est difficile à saisir, car il se déroule dans l'histoire, connaît plusieurs degrés et revêt une très grande diversité de formes. Un des intérêts du livre est de brosse­r un tableau sans équivalent ailleurs des formes qu'a revêtu ou que revêt le populisme en Europe de l'Ouest et de l'Est, en Amérique du Nord et du Sud, en Asie et dans les pays arabes. A défaut d'une définition introuvable, Guy Hermet voit dans l'exploitation systématique du rêve le ressort central du populisme. Le populisme ne se réduit pas au culte du chef. Ses registres d'appel au peuple sont multiples et flexibles. Il prend parfois la figure d'un ethno-populisme ou d'un national-populisme. Dans le chapitre de conclusion, l'auteur s'applique à voir pourquoi le populisme est plus développé dans certains pays démocratiques que dans d'autres et il s'interroge sur l'efficacité des procédés qu'on lui oppose, en particulier en France et en Autriche. Il relève que le populisme a un rapport au temps tout à fait opposé à celui de la politique démocratique qui a besoin d'un temps long. Les populistes déclarent tout possible sur l'instant. Il remarque que l'origine sociale de la clientèle populiste en occident a changé du XIX^e siècle à nos jours. Il ne s'agit plus de pauvres en révolte contre les puissants et

les riches, mais plutôt de classes moyennes qui entendent se protéger contre les pauvres et les étrangers. Il note enfin que, dans le présent contexte de mondialisation, le populisme pourrait avoir un assez bel avenir.

Jean Weydert

Etienne BALIBAR

Nous, citoyens d'Europe ?

Les frontières, l'Etat, le peuple

La Découverte, 2001, 324 p., 135 F.

C'est dans le cadre de l'Etat nation que s'est développée en Europe (et plus largement en occident), du XIX^e au XX^e siècle, la citoyenneté démocratique. Fondée sur la liberté et l'égalité des individus, elle se voulait universelle. Elle impliquait en principe la préséance du droit et la primauté du politique sur les communautés particulières et sur l'économie. Dans la pratique, les choses ont toujours été plus nuancées. Plus fondamentalement, E. Balibar donne à voir que la formation des Etats nations n'est pas allé sans phénomènes d'exclusion à l'intérieur et de domination à l'extérieur (la colonisation). Aujourd'hui, il diagnostique le déclin de l'institution stato-nationale qui a porté la citoyenneté et qu'elle a contribué à légitimer. L'Etat nation était souverain à l'extérieur, car il disposait d'une autonomie qui avait pour garantie l'équilibre relatif des puissances militaires et diplomatiques. De nos jours, cet équilibre est en ruine par suite des événements qui ont marqué l'histoire du XX^e siècle : crise et fin de l'impérialisme, constitution et effondrement de la division en blocs, mondialisation qui efface les différences entre opérations de « police » et opérations de « guerre ». L'Etat nation était aussi souverain à l'intérieur. Il ne peut plus ignorer le renouveau des liens de communauté et l'impact de la globalisation sur les économies nationales. La souveraineté du peuple coïncidait avec celle de l'Etat. Ce n'est plus le cas maintenant. L'Europe, qui, dans le passé, avait mis le monde en révolution, est devenue le lieu par excellence où se cristallisent les problèmes du monde entier. Il n'existe pas encore de citoyenneté européenne, mais elle est à construire à partir même des obstacles qui s'y opposent. Il

faut inventer une citoyenneté sociale axée non plus sur la défense des situations acquises mais sur la lutte contre l'exclusion ; une citoyenneté politique capable de surmonter les divisions persistantes entre l'Ouest et l'Est ; une démocratisation qui donne leur place et leurs droits aux résidents d'origine étrangère comme citoyens de l'Europe. « Si l'Europe (c'est-à-dire les Européens réels, les résidents de l'Europe) parvient ainsi à déplacer à nouveau le moteur de l'action politique, elle ne sera pas sans doute ce tout autosuffisant que promettent les Traités et les Sommets, mais – en tant que nom d'un peuple à venir – elle pourra devenir quelque chose. »

Jean Weydert

Sophie BODY-GENDROT

Les villes : la fin de la violence ?

Presses de Sciences Po, la Bibliothèque du citoyen, 2000, 142 p., 75 F.

Les statistiques indiquent un déclin ou du moins une stabilisation des taux de délinquance aux Etats-Unis et en Europe. La violence urbaine y reculerait-elle ? Des dispositifs variés ont été partout mis en place pour tenter de la maîtriser. Par une approche comparative entre les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, qui porte sur des cas concrets et fait ressortir à la fois les similitudes et les différences de situations et de politiques, Sophie Body-Gendrot fait voir que le problème est loin d'être réglé. En effet, les mesures prises ne remettent pas fondamentalement en cause le fonctionnement de sociétés très inégalitaires ; elles ne remédient pas à une représentation politique indigente des habitants des quartiers problématiques ; on n'entend guère leurs voix. Les villes ont appris à contenir ou à déplacer les menaces, à isoler les espaces « à risques », à protéger les personnes, les lieux et les ressources pesant plus lourd économiquement, mais la question du vivre ensemble a été le plus souvent éludée. Partout, l'on note un glissement des politiques de prévention vers des politiques sécuritaires. Il faudrait plutôt se soucier de développer le potentiel de développement démocratique qu'offre la ville.

Michel Taillefer

International

Paulo Roberto de ALMEIDA

Le Mercosud, un marché commun pour l'Amérique du Sud

L'Harmattan, 2000, 158 p., 90 F.

Cet ouvrage permettra au lecteur pressé de s'informer sur les origines, les fondements et les perspectives d'une organisation régionale d'intégration économique qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay et à laquelle se sont plus récemment associés, par des accords de libre-échange, deux pays de la Communauté andine, la Bolivie et le Chili. Ce processus d'intégration, qui pourrait s'étendre à d'autres pays d'Amérique latine, a déjà donné des résultats appréciables sur le plan économique. Son impact politique est loin d'être négligeable. Il a permis de résoudre plusieurs conflits frontaliers. Il a surtout érigé la démocratie comme principe de fonctionnement entre les pays membres. Certaines incertitudes pèsent toutefois sur l'avenir d'un ensemble qui a opté pour une faible institutionnalisation et pour un modèle avant tout intergouvernemental. Les Etats-Unis ne lui sont guère favorables.

Jean Weydert

Jean-Noël JEANNENEY (dir.)

Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe

Odile Jacob, 2000, 230 p., 145 F.

Ce livre, issu de rencontres entre associations françaises et allemandes, est consacré aux images simplifiées et simplificatrices que les Européens entretiennent les uns à l'égard des autres parfois depuis longtemps déjà. Ce sont les stéréotypes répandus dans l'opinion ou véhiculés par les ouvrages de littérature, les manuels d'histoire ou les médias. Une place importante est faite dans l'analyse à ce qu'on appelle aujourd'hui le « couple franco-allemand » mais aussi aux stéréotypes concernant les Anglais et d'autres peuples de l'Union européenne. Ces stéréotypes nationaux, souvent cocasses, tendent à généraliser l'un ou l'autre trait particulier, plutôt

péjoratifs, sont-ils nuisibles ? Les réponses données par la vingtaine d'auteurs du livre, en majorité écrivains ou journalistes connus, et par Jean-Noël Jeanneney dans l'introduction et la conclusion de l'ouvrage, sont nuancées. Ils sont moins soucieux de dénoncer ces idées reçues au nom de la vérité que d'en comprendre la nature, les ressorts et les mutations. Les stéréotypes sont des faits à prendre en compte. Ils renseignent autant sur les nations qui les forment que sur celles qu'ils sont supposés qualifier. Il serait absurde de songer à les supprimer. Mais on peut, par des moyens appropriés, réduire leurs aspects négatifs et même tenter de retourner leur dynamisme au profit d'une avancée de la conscience européenne.

Jean Weydert

Redéfinir la paix à l'aube du XXI^e siècle

Actes du colloque de l'Université de la Paix, Verdun, 2-4 déc. 1999

Les Cahiers de la Paix, Presses universitaires de Nancy, 2001, 438 p., 150 F.

L'objectif que se sont donné les organisateurs de ce colloque interdisciplinaire de trois jours était de redéfinir la paix non plus comme un répit dans l'attente d'une prochaine guerre mais comme dynamique et comme ouverture. Ils portaient de l'idée qu'il fallait remédier au décalage existant entre un discours sur la paix gravement appauvrie, une pensée longtemps assoupie mais qui s'éveille peu à peu et les progrès accomplis depuis un siècle et demi, en dépit d'obstacles monstrueux, dans la voie de l'organisation pacifique de la communauté internationale. D'où le découpage du programme en trois parties : le langage, la pensée, l'action. Les diverses interventions aident à mieux saisir les questions qui se posent dans ces trois domaines. La paix est-elle unique, a-t-elle le même sens pour tous, ou est-elle plurielle, différenciée selon les cultures ? Quel rapport y a-t-il entre la paix, les religions, les philosophies, la pensée politique ? A quels nouveaux défis la paix doit-elle faire face à l'âge de la mondialisation, des inégalités de développement, des minorités, des « petites guerres cruelles » ? Qui sont les nouveaux acteurs de la paix ? L'on trouve dans ce

volume, au fil des interventions, des analyses éclairantes et d'utiles propositions.

Michel Taillefer

Dominique REYNIÉ,
Bruno CAUTRÈS (dir.)

L'opinion européenne 2001

Presses de Sciences Po ; Fondation Robert Schuman, 2001, 292 p., 110 F.

A six mois de la mise en circulation de l'euro et alors que l'Union européenne va vers son élargissement, comment l'Europe est-elle perçue dans l'opinion ? On trouvera à ce sujet d'utiles informations et des analyses suggestives dans les différentes contributions qui composent cet ouvrage. Il s'ouvre sur un rappel des divers projets de constitution européenne lancés ces temps derniers principalement en Allemagne et en France et sur une présentation des débats qu'ils suscitent. Faut-il donner à l'Union une constitution ? Même parmi ceux qui sont favorables à une intégration européenne poussée les avis divergent. Certains auraient tendance à penser que dans une construction sans cesse en devenir il vaut mieux ne pas figer les choses. D'autres estiment que la méthode fonctionnelle ne suffit plus et qu'il est temps de donner une constitution à l'Europe. Mais de quelle constitution s'agira-t-il ? Visera-t-elle à régler une coopération intergouvernementale ou fondera-t-elle une fédération ? Sur ce point, manifestement, les gouvernements français et allemands n'ont pas le même point de vue. Quant aux « souverainistes », une constitution n'a de sens pour eux que dans un Etat nation. Pourtant, si l'on veut construire l'Europe, il faudra bien en venir à élaborer un texte où seront clairement exprimés ses modes d'organisation et les valeurs dont elle s'inspire. Une autre partie de l'ouvrage aborde l'épineux problème de la citoyenneté européenne. Celle-ci ne peut pas se décréter d'en-haut, mais implique la formation d'un véritable espace public. Comment peut-il se former ? Les autres contributions, appuyées sur des enquêtes d'opinion publiées par divers instituts de sondage, traitent de questions plus particulières : l'évolution des relations franco-allemandes, l'attitude de la Suède, de la

Belgique et de l'Autriche face à l'Union européenne, le passage à l'euro, les manifestations d'une insatisfaction croissante des opinions publiques européennes. Ce volume présente également une synthèse de la construction européenne, un tableau de ses institutions, un rappel des grandes dates, des grands traités et quelques chiffres essentiels.

Jean Weydert

Economie

Pierre-Noël GIRAUD

**Le commerce des promesses.
Petit traité sur la finance moderne**
Seuil, 2001, 366 p., 21.34 €.

Le titre est génial ! Jamais la finance ne fut définie d'une manière à la fois si précise et si vraie. La finance est l'économie des promesses de payer. De là vient son côté à la fois volatil et nécessaire. Volatil car le futur n'est appréhendé qu'à travers des anticipations par nature incertaines. Nécessaire car l'économie, science des moyens, n'existe qu'inscrite dans la durée. Selon son habitude, Pierre-Noël Giraud démystifie par l'analyse. Ici aucun cri d'orfraie touchant l'horreur économique ou le monstre de la finance, mais une approche rationnelle, presque bienveillante, meilleur gage d'intelligence. De tous les sujets d'actualité abordés, le plus réussi est sans conteste le Japon embourbé depuis dix ans dans une politique keynésienne qui ne suffit pas à restaurer la crédibilité d'un système qui, faiblesse politique, ne sait pas à qui faire payer les erreurs financières passées. Fonds de pension, réforme du système financier international, vraies spéculations et fausses bulles, tous ces événements politico-financiers apparaissent sous un jour nouveau sous la plume de Pierre-Noël Giraud. Précisons que certaines affirmations, sans être fausses, auraient mérité quelques nuances. Dire (p. 111) que le coût de production est « indépendant de l'évolution des prix de marché » n'est pas tenable en toute rigueur ; Car ce coût implique indirectement une évaluation du

temps qui, contrairement à ce que laisse entendre l'auteur p. 103 à propos des taux d'intérêt, pour être « parfaitement observable et connu de tous », n'en a pas moins une valeur conventionnelle, comme l'a montré Keynes depuis longtemps. Malgré ces nuances, le livre de Pierre-Noël Giraud respire la santé intellectuelle. Comme son ouvrage précédent, celui-ci dépoussière avec pugnacité un domaine où la « pensée unique » n'est pas toujours du même côté.

Yann Galenna

Jean-Yves CALVEZ

Changer le capitalisme

Bayard Éditions, 2001, 122 p., 14.48 €.

Le libéralisme, y compris le libéralisme de marché, a ses avantages, moins en vertu de son efficacité que pour la liberté qu'il présuppose. Cette liberté est conditionnée. Dans le système capitaliste, elle est hypothéquée par l'inégale répartition du capital. Ces esquisses d'analyse, développées par l'un des plus fins observateurs de la société contemporaine, s'appuient sur une lecture des principaux auteurs de la modernité économique. Marx, bien sûr, dont Jean-Yves Calvez est sans conteste en France l'un des meilleurs connaisseurs, mais également Walser, le vulgarisateur des « sphères de justice », Hannah Arendt qui analyse à frais nouveau l'aliénation politico-économique, Boltanski et Chiappello qui soulignent l'adaptation de l'esprit capitaliste au système réticulaire de l'économie globalisée. Est-il possible d'accepter le libéralisme économique tout en refusant le capitalisme inégal ? En théorie, oui. L'ouvrage de Jean-Yves Calvez déploie cette conviction. Dans la pratique, cela est bien douteux. Là est peut-être le point aveugle de l'ouvrage. Le capitalisme égalitaire, dans sa version populaire jadis rêvée par le général de Gaulle dans le cadre de la participation, tout autant que dans ses versions modernes qui font appel à l'actionariat des salariés ou aux Fonds de placement collectifs, se heurte à une contradiction formelle contenue dans la profession de foi inscrite en première page de couverture. « Toute la question est d'inverser la tendance pour une vraie égalité des chances et des revenus. » On peut imaginer, certes, une auto-

nomie des acteurs dans des conditions telles que soit assurée l'égalité des chances. L'analyse formelle, et pas simplement le constat empirique, montre cependant qu'elle ne conduit que par hasard à l'égalité des revenus.

Etienne Perrot

Jérôme BLANC

Les monnaies parallèles.

Unité et diversité du fait monétaire

L'Harmattan, 2000, 352 p., 171 F.

Réécriture d'une thèse rédigée sous la direction du solide professeur Jean-Michel Servet, cet ouvrage est l'un des trop rares qui associe sans rupture ni artifice l'approche économique et l'approche sociale de la monnaie. Les monnaies parallèles, celles qui ont court en même temps que les monnaies officielles, sont, il est vrai, une excellente porte d'entrée pour faire le lien entre les analyses monétaires reçues dans la communauté des économistes et le vécu sociétal. Qu'il s'agisse de monnaies étrangères servant d'unité de compte, d'instrument de réserve et de moyen de paiement sur le territoire national, qu'il s'agisse de signes *ad hoc* courant entre les membres d'une association, comme dans les Systèmes d'échanges locaux, qu'il s'agisse de bons d'achats distribués par certaines enseignes pour fidéliser la clientèle, qu'il s'agisse de fausses monnaies qui fonctionnent comme la vraie tant qu'elles ne sont pas dénoncées, ou de paléo-monnaies dans les sociétés de jadis, toutes les monnaies parallèles partagent les principaux caractères de la monnaie officielle. La raison en est facile à comprendre. Contrairement aux affirmations répétées des autorités monétaires qui, depuis le légendaire Crésus jusqu'à Greenspan, présentent la monnaie comme une affaire d'Etat, force est de constater que la monnaie est affaire de la société civile. L'Etat n'est ici, à son corps défendant, que subsidiaire. C'est pourquoi les derniers propos de Jérôme Blanc touchant la souveraineté monétaire pourraient sans dommage être inversés. Les monnaies parallèles peuvent effectivement se présenter comme des monnaies de substitution en cas de défaillance des autorités publiques ; mais elles peuvent tout aussi bien témoi-

gner du rôle rémanent de la société civile, sans la confiance de laquelle l'autorité publique perd sa force, et l'institution monétaire son efficacité.

Etienne Perrot

Jean-Paul MARÉCHAL

Humaniser l'économie

Desclée de Brouwer, 2000, 222 p., 128 F.

Un spécialiste de l'économie de l'environnement et du risque propose ici une heureuse synthèse des contradictions empiriques et théoriques de l'économie contemporaine. La critique de l'approche néoclassique n'est plus à faire ; il est bon, cependant, à la manière de Jean-Paul Maréchal, d'en retracer les racines dans la philosophie sociale du XVIII^e siècle. L'auteur s'inspire du courant grenoblois qui a tenté, naguère, dans l'esprit de Perroux, Bartoli, Bernis, Barrel, Palloix, de penser ensemble la reproduction sociale et les transformations économiques. Les propositions politiques reprennent les idées de René Passet, Alain Lipietz, Philippe Van Parijs et Yoland Bresson : taxe sur les transactions financières, écotaxe, impôt négatif. Le tout est fortement documenté, ce qui donne à l'ouvrage une pesanteur universitaire qui en émousse l'argument. C'est dommage, car le sérieux et l'équilibre de l'ensemble appelleraient en contrepoint des propositions pugnaces, mieux centrées, en un mot qui provoquent le débat.

Etienne Perrot

Gilles DOSTALER

Le libéralisme de Hayek

La Découverte, 2001, 122 p., 65 F.

L'illustre professeur canadien, l'un des meilleurs connaisseurs de l'histoire de la pensée économique, enrichit l'ouvrage de référence paru en 1988, en collaboration avec Ethier. Le résultat en est un petit livre dense, pédagogique, et nuancé. L'accent est mis sur les analyses économiques de Hayek, ses diatribes avec Keynes, sa lutte acharnée contre l'investissement financé par création monétaire, bref tous les débats qui ont nourri la première moitié de la vie intellectuelle de Hayek. Gilles Dostaler resitue Hayek dans le courant de l'école de

Vienne, précisant à la fois sa filiation et son originalité face à Bohm-Bawerk et von Mises. Hayek, dans sa critique de l'équilibre des marchés selon la vulgate néoclassique, a ouvert la voie d'une analyse novatrice du marché comme producteur (et non pas récepteur) d'information. Dostaler rappelle le fait sans cacher par ailleurs les contradictions d'une pensée riche, érudite, et qui procédait d'une exigence intellectuelle que l'on voudrait voir partagée par les économistes français, spécialement les contempteurs de la « pensée unique ».

Etienne Perrot

ASSOCIATION D'ÉCONOMIE
FINANCIÈRE

Rapport moral sur l'argent dans le monde 2000

Ed. Montchrestien, Caisse des Dépôts et
Consignations, 2000, 318 p., 33.54 €.

Chaque année, l'Association d'économie financière fait appel aux grands ténors de l'économie et de la finance, plus de trente, pour donner un aperçu global sur l'argent dans le monde. L'ouvrage rassemble des travaux sérieux, qui ouvrent l'appétit. Le genre littéraire est celui de courts arguments, de neuf ou dix pages, rarement davantage, qui permettent de se faire une bonne idée des problématiques en présence. La livraison de cette année met l'accent sur la gouvernance d'entreprise. Les approches sont complémentaires. Certaines sont particulièrement suggestives, notamment celle de Hélène Poix touchant les fonds de pension. Signalons également la contribution d'Alice Pezard sur les rapports entre le droit et la déontologie financière. C'est une bonne synthèse. Comme toujours, la partie éthique est la plus faible. La faute n'en revient pas aux seuls auteurs mais à l'embrouillamini culturel qui règne en ce domaine. Mélangeant allégrement l'éthique avec un composé instable de morale et de déontologie, la culture ambiante rend difficile le balisage du terrain ; ce qui conduit, dans la pratique, à se retourner vers le droit que l'éthique a légitimement vocation de dépasser.

Yann Galenna

Bertrand de KERMEL

Libéralisme et pauvreté

Postface de Rodolphe Clauteaux, L'Harmattan, 2000, 112 p., 65 F.

L'auteur de ce petit livre se fait l'avocat d'une mesure qui, pour lui, transformerait la nature de l'Union européenne : l'introduction d'un cinquième critère de convergence (« réduire le nombre de pauvres de chaque Etat membre ») marquant la volonté politique de mettre l'économie au service de la société. Avec une grande honnêteté, et non sans témérité, il accepte que son texte soit publié avec une postface de Rodolphe Clauteaux, fondateur de L'itinérant, qui critique fermement ce qu'il considère comme une demi-mesure, sans aucune influence sur l'ultra libéralisme ambiant. Le monde serait certes plus simple si l'introduction d'un tel critère était le gage d'une volonté politique de lutte effective contre la pauvreté.

Antoine Kerhuel

Jean de LA SALLE

La prospérité viendra demain de l'économie locale

Préface de Gilbert Blardone, L'Harmattan, 2000, 234 p., prix non indiqué.

Un homme d'expérience réfléchit sur les fondements territoriaux d'une économie plus humaine et plus juste. Ici pas de spéculation théorique, mais une accumulation de chiffres, de tableaux, de règlements et de cartes géographiques. L'idée résumée par le titre semble de bon sens : la prospérité viendra demain, (comme elle est venue hier devrait-on ajouter), de l'économie locale. Le lecteur ne peut être qu'en accord avec cette affirmation, à condition toutefois de souligner combien cette économie locale doit se nourrir aujourd'hui d'échanges plus larges, notamment européens. Le point qui portera le plus à discussion sera certainement la proposition de financer à guichet ouvert, et sans paiement d'intérêt, les infrastructures publiques. L'auteur est certes conscient des dangers de dérapage. Mais il compte les conjurer en sélectionnant les projets méritants : « De l'argent gratuit ne peut se justifier que pour

réaliser des investissements qui permettent d'accroître l'offre utile » (p. 146). Le digne polytechnicien aurait-il oublié que, dans une société économique monétarisée comme la nôtre, l'utile n'est rien s'il n'est productif, et le productif se mesure à ce que les utilisateurs potentiels sont prêts à payer ? Qui finalement déterminera l'utile ? L'Etat ? Non merci, on a déjà payé de telles erreurs d'analyse !

Yann Galenna

Ethique, droit

OCDE

Renforcer l'éthique dans les services publics

Ocde, coll. Gouvernance, 2000, 380 p., 440 F.

Le présent ouvrage présente les résultats d'une enquête menée dans 29 pays de l'Ocde, suite à une recommandation du Conseil de l'organisation datant de 1998. On y trouve un relevé des mesures prises dans les divers pays. De cette enquête résulte aussi un aperçu des raisons pour lesquelles l'éthique dans les services publics est aujourd'hui particulièrement d'actualité. Partout l'on constate une déconcentration de la gestion qui réduit les contrôles et accroît les responsabilités des agents. L'évolution de la gestion et les difficultés budgétaires sont la cause d'antagonismes entre les valeurs éthiques traditionnelles et les nouvelles préoccupations d'efficacité et de rentabilité. La multiplication des rapports entre services public et privé est l'occasion de malversations. La baisse de prestige et du niveau relatif des traitements entraîne de nombreux départs de la fonction publique. Les réformes de la gestion publique peuvent favoriser le clientélisme politique et l'esprit partisan. L'on note aussi une très sensible augmentation des attentes de la société relatives aux comportements et à l'efficacité des agents publics.

Michel Taillefer

Edwin ZACCAI

et Jean-Noël MISSA (édit.)

Le principe de précaution.

Significations et conséquences

Ed. de l'Université de Bruxelles, 2000, 234 p., 184 F.

Comment agir face à des risques potentiellement graves dans un contexte d'incertitude scientifique ? Depuis les crises du sang contaminé, de la vache folle, des OGM, ou de la dioxine, le principe de précaution, d'abord appliqué aux problèmes d'environnement, est dorénavant invoqué de manière croissante dans les affaires de sécurité alimentaire. C'est l'un des principes les plus utilisés par les scientifiques, les politiques ou les médias pour tenter de gérer ces situations de risques (voir *Projet* n° 261 « Risque et précaution »). Issu d'une série de séminaires de l'Université libre de Bruxelles, cet ouvrage regroupe seize contributions de divers spécialistes qui visent à éclairer cet élément essentiel d'une nouvelle éthique de responsabilité. Plusieurs contributions traitent des difficultés d'interprétation de ce principe qui remet en cause la relation classique entre expertise et décision, entre communication et gestion des risques, entre science, politique et opinion. Certains auteurs analysent la portée du dernier document de la Commission européenne et s'interrogent sur le statut juridique évolutif de ce principe. D'autres encore étudient ses modalités et ses difficultés d'application, notamment à l'occasion de la crise belge de la dioxine, des considérations sur l'effet de serre ou des recherches génétiques.

Plusieurs études enfin, qu'elles soient d'ordre sociologique ou de philosophie de la technique, abordent le nouveau rapport au progrès induit par ces dangers technologiques et envisagent les diverses manières qui semblent aujourd'hui indispensables de faire participer les citoyens aux évaluations et aux prises de décision. En dépit d'une certaine difficulté à unifier et à ordonner un tel volume, dont les études se recoupent ou abordent des aspects très variés, cet ouvrage offre une contribution importante à un débat essentiel.

Alain Thomasset

Daniel LABBÉ et Bertrand REYNAUD

La négociation collective en entreprise

Ed. Liaisons, coll. Droit vivant, 2001, 320 p., 159 F.

Deux praticiens de la négociation collective – l'un côté direction et l'autre côté syndicat – s'appuient sur leurs expériences pour introduire le lecteur à ce lieu-clé du dialogue social. Très concrets, les cinq chapitres (maîtriser la négociation, préparer les négociations, conduire les négociations, élaborer l'accord, faire vivre l'accord) soulignent la complexité d'un processus où doivent s'articuler ensemble le respect de dispositions juridiques, l'analyse de situations parfois difficiles à interpréter et la prégnance des traditions françaises en matière de relations sociales. La clarté et la précision de l'exposé viennent cependant dédramatiser cette complexité.

Antoine Kerhuel

AUTEURS DES LIVRES RECENSÉS

- *Sociologie* : D. Andolfatto, J. Capdevielle, M. Goussot, D. Labbé, D. Méda, G. Roustang, E. Sullerot, M. Wiewiorka.
- *Politique* : E. Balibar, S. Body-Gendrot, J. Faber, J.-M. Ferry, G. Hermet, J. Lacroix, B. Stora.
- *International* : P. R. de Almeida, B. Cautrès, J.-N. Jeanneney, D. Reynié, Université de la paix.
- *Economie* : Association d'économie financière, J. Blanc, J.-Y. Calvez, G. Dostaler, P.-N. Giraud, B. de Kermel, J. de La Salle, J.-P. Maréchal.
- *Éthique, droit* : Ocde, D. Labbé, J.-N. Missa, B. Reynaud, E. Zaccai.

Vous pouvez commander tous ces livres dans votre librairie habituelle, mais aussi via notre site internet : <http://www.jesuites.com/cyberboutik/>